

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/INF/40
27 janvier 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Neuvième session
Point 7 f) ii) de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES RESSOURCES DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA FORMATION,
DU PERSONNEL DISPONIBLE ET DU PERSONNEL NECESSAIRE
DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE MINERALE
ET DES SCIENCES DE LA TERRE
POUR QUINZE PAYS AFRICAINS

juin - septembre 1967

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

04/01/90

1. En 1967, la CEA a organisé en Afrique conjointement avec l'United States Agency for International Development (USAID) et l'UNESCO, une enquête sur le personnel nécessaire en Afrique dans le domaine des sciences de la terre et des mines, ainsi que sur les moyens dont dispose actuellement le continent pour la formation de personnel jusqu'au niveau des cadres supérieurs. L'enquête, qui a été faite au milieu de l'année, devait à l'origine englober la totalité de la superficie occupée par les Etats membres de la CEA, mais en raison des circonstances difficiles qui régnaient à cette époque, la mission d'enquête n'a pu se rendre que dans quinze pays^{1/}.

2. Bien que les besoins et les moyens disponibles soient différents dans chaque pays, l'enquête a révélé qu'il y avait partout une extrême pénurie de géologues, d'ingénieurs des mines et autres spécialistes africains des échelons supérieurs indispensables à l'exploitation des ressources minérales africaines. Il est apparu que le personnel de presque tous les services géologiques et autres organismes techniques était en grande majorité composé d'étrangers qui s'acquittaient de la plus grande partie des travaux actuels. Au cours de son enquête, la mission a estimé que dans les 15 pays pour plus de 1.126 étrangers on ne comptait que 110 Africains environ des cadres supérieurs travaillant dans le domaine de l'exploitation des ressources minérales. Ces chiffres concernent les postes occupés dans les services de l'Etat, les universités, les industries minières et les organismes étrangers tels que le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), la SODEMI (Société pour le développement minier) et le Programme des Nations Unies pour le développement (Fonds spécial); ils comprennent en outre les géologues, les ingénieurs des mines, les métallurgistes, les chimistes et les préparateurs de minerai. On a estimé que dans ces 15 pays, le personnel de ces catégories nécessaire pendant les dix prochaines années dépasserait 704 spécialistes des cadres supérieurs.

^{1/} Cameroun, Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Madagascar, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie.

3. L'enquête sur les établissements de formation actuels a fait également apparaître de grandes insuffisances, qu'il s'agisse du nombre de ces établissements ou de la qualité de l'enseignement offert. En général, bien que dans ce cas encore on ait relevé des différences entre les institutions, on a pu conclure qu'aucune d'entre elles ne disposait de moyens pleinement suffisants pour produire des techniciens diplômés, solidement formés dans le domaine des minéraux. La plupart des établissements n'ont pas ce qu'il faudrait, en ce qui concerne le personnel, l'équipement, la place, les véhicules, les programmes extérieurs, les moyens dans le domaine des sciences auxiliaires telles que mathématiques, physique et chimie. Nombreuses sont les institutions qui cumulent les insuffisances. Dans plusieurs pays (dont certains sont d'importants producteurs de minéraux) il n'existe pas de moyens de formation, que ce soit dans le domaine des sciences de la terre ou dans celui des mines.
4. Un autre des objectifs de l'enquête était d'étudier les laboratoires et les moyens de recherche existants à travers le continent dans le domaine des produits minéraux, et d'estimer s'ils étaient en mesure de fournir le soutien technique nécessaire aux recherches géologiques et minérales. Dans ce cas encore, l'insuffisance est générale. Presque tous ces organismes, les services de géologie des universités par exemple, manquent de personnel et d'équipement; certains, cependant, sont d'un niveau plus satisfaisant.
5. Ces organismes de formation et de recherche ont en général un trait commun : ils ne visent qu'à pourvoir aux besoins nationaux. Il existe des exceptions à cette règle et quelques institutions de formation accueillent des étudiants venant d'autres pays tandis qu'un centre de recherche au moins s'efforce d'offrir ses services aux pays voisins.
6. Pour remédier à cette insuffisance générale des organismes de formation et de recherche en Afrique, on peut proposer trois solutions. La première consisterait à s'efforcer de créer dans chaque sous-région au moins une institution de formation de niveau supérieur dans le domaine des sciences de prospection (géologie, géophysique, géochimie), une pour l'exploitation des mines, la préparation des minerais et la métallurgie et un centre de

recherche sur les produits minéraux, tous ces organismes étant conçus de manière à répondre aux besoins de la sous-région entière. La seconde solution serait de choisir, dans chaque spécialité, une institution nationale en activité, que l'on renforcerait afin qu'elle puisse constituer le noyau d'une institution réellement sous-régionale, de lui donner pour ainsi dire, une vocation sous-régionale. La troisième solution à envisager serait simplement d'essayer de renforcer les institutions nationales existantes et de leur assurer un niveau professionnel satisfaisant.

7. Ces solutions entraîneraient des ~~répercussions importantes~~ dans le domaine des dépenses budgétaires comme dans celui de l'efficacité possible. Il y aurait lieu, bien entendu, d'étudier ces répercussions de manière approfondie.

8. Le secrétariat de la CEA se propose, sous réserve de l'approbation de la Commission à la neuvième session, de présenter ce problème à l'examen des réunions des groupes de travail sous-régionaux sur l'enseignement supérieur et les centres de recherche dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales, prévues dans le programme de travail pour 1969-1970 avec projection pour 1973. On espère qu'avec le concours de ces groupes - essentiellement composés des chefs de service d'enquêtes géologiques et des mines des Etats membres - on pourra aboutir à un accord sur les solutions à adopter.

- - - - -

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917